

*Gaz naturel—Approvisionnement*

raison, il est normal de choisir les premiers utilisateurs de gaz naturel, par exemple les usines pétrochimiques. Nous devrions nous efforcer de cesser d'utiliser le gaz dans les fonderies et nous devrions les convertir au charbon ou à l'électricité, plus facilement disponibles.

● (1540)

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ayant trait à la prospection et aux découvertes de sources de gaz naturel.

Le ministre sait qu'une annonce d'importantes découvertes a été faite aux Îles Melville du Roi Christian, dans l'Arctique. Alors l'honorable ministre peut-il dire à la Chambre si des mesures de prospection et de mise en production sont faites actuellement en vue de rendre ces sources-là disponibles pour l'Est du Canada?

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, nous croyons que oui. Comme je l'ai dit à l'honorable député de Calgary-Sud (M. Bawden), avec le dernier budget et le changement des prix, avec l'établissement d'un programme d'augmentation de prix échelonné sur une période de trois à cinq ans, nous avons établi une base stable pour l'industrie, l'expansion des recherches et l'expansion des explorations. Nous espérons quelques découvertes de gisements additionnels de gaz naturel et de pétrole brut dans un avenir prochain.

[Traduction]

**M. McRae:** Monsieur l'Orateur, je n'ai que deux questions à poser au ministre. Il est clair que nous devons limiter la demande. Le ministre est-il disposé à prendre des mesures pour empêcher les sociétés gazières du Canada de vendre le gaz et de signer de nouveaux contrats, comme ce fut le cas dernièrement à Thunder Bay, où les sociétés gazières ont signé un contrat pour 200 maisons dans un ensemble de logements coopératifs. Deuxièmement, compte tenu des réserves existant dans le Nord et dans les îles nordiques, le ministère est-il prêt à accorder la priorité à l'étude d'un oléoduc polaire ou à la gazéification du charbon, à titre de solution de rechange à l'oléoduc de la Vallée du Mackenzie?

**M. Macdonald (Rosedale):** L'une des questions que nous désirons aborder avec les gouvernements des provinces consommatrices, dont l'Ontario, concerne la politique des compagnies de distribution, en particulier les nouvelles installations utilisant du gaz. Naturellement, nous essaierons de dissuader les nouveaux utilisateurs industriels de recourir au gaz naturel, mais nous pouvons également faire de même en ce qui concerne l'utilisation à des fins domestiques dont le député a parlé.

Quant aux différents choix possibles, naturellement l'étude sur le gaz polaire se poursuit et le gouvernement a un intérêt assez direct dans les résultats de celle-ci. Nous avons 45 p. 100 des actions de la Panarctique et, à ce titre, nous croyons savoir que le groupe du gaz polaire continue ces travaux. Nous sommes tout disposés, à titre d'investisseurs dans la Panarctique, à appuyer ces efforts pour que cette solution profite également aux Canadiens. Certaines sommes ont été investies dans la gazéification du charbon, comme le montrera le rapport du groupe de travail sur la recherche et le développement de l'énergie. C'est un domaine qui sera envisagé à l'avenir, et pourtant on ne lui accordera peut-être pas la même priorité qu'à une utilisation accrue des sources de combustibles non fossiles.

[M. Macdonald (Rosedale).]

**M. l'Orateur:** Je vois que plusieurs députés voudraient avoir la parole. Je propose d'essayer de mettre fin aux questions en donnant la parole au député de Peace River (M. Baldwin), au député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) et au député de Battle River (M. Malone).

**M. Baldwin:** Monsieur l'Orateur, avant de poser mes questions, j'aimerais dire que je suis très en faveur que l'on achemine vers le sud du pays le gaz des régions septentrionales dès que la chose sera faisable tant sur le plan politique que sur le plan économique. Je suis très en faveur de cela mais, comme le ministre a dit que nous admettions enfin que les approvisionnements en énergie étaient incertains et qu'il fallait conserver l'énergie, j'aimerais lui demander carrément s'il est maintenant disposé à mettre au rebut les propositions absurdes et peu réalistes qu'il a faites concernant la conservation. A-t-il parlé avec le ministre des Finances (M. Turner) de mesures pertinentes de conservation comme l'imposition d'une taxe de conservation de l'énergie au lieu de la taxe plutôt stupide prônée dans le bill du ministre à débattre aujourd'hui, d'une taxe sur les machines et les véhicules qui consomment trop d'énergie? A-t-il proposé aux ministres provinciaux de fixer des limites de vitesse en espérant qu'on les respectera? Je vois que le ministre est aidé en cela par le ministre des Finances.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Posez donc votre question!

**M. Baldwin:** Le ministre compte-t-il encourager l'utilisation d'autres formes d'énergie, car il y en a beaucoup au Canada? Il suffirait que le gouvernement prenne l'initiative.

**M. Macdonald (Rosedale):** Je suis vraiment ravi de l'occasion qui m'est donnée par la question du député. Tout d'abord, je suis content qu'il admette enfin l'importance des mesures d'économie de l'énergie au Canada. Quand nous avons instauré notre politique d'économie de l'énergie je me souviens que tous ses collègues nous ont raillé et que le chef de l'opposition (M. Stanfield) a fait des plaisanteries à propos de sous-vêtements.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Macdonald (Rosedale):** Maintenant il reconnaît l'importance de ces mesures et j'en suis ravi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** C'est un pas en avant.

**M. Baldwin:** C'est moi qui ait lancé cela il y a 10 ans.

**M. Macdonald (Rosedale):** A propos des limites de vitesse, nous avons demandé la collaboration des provinces. Je dois dire que leur réaction a été négative, mais j'ai l'intention de retourner les voir pour les persuader de donner leur accord. Bien sûr, cela relève entièrement des provinces, mais je suis heureux que nous ayons l'appui de l'honorable représentant pour recommander aux gouvernements provinciaux de réduire la vitesse limite à 55 milles à l'heure.

En ce qui concerne les dépenses consacrées à d'autres sources d'énergie, je rappellerai au député, par exemple, le programme en vertu duquel nous fournissons 300 millions de dollars pour le réacteur nucléaire du Point LePreau afin de permettre au Nouveau-Brunswick de moins dépendre des approvisionnements en pétrole de l'étranger. Nous avons offert plus de 300 millions au Nouveau-Brunswick